

Note du secrétariat du comité Werner sur le renforcement de la coordination des politiques économiques (Bruxelles, 13 juillet 1970)

Légende: Le 13 juillet 1970, le secrétariat du groupe «Plan par étapes» publie une note sur le renforcement de la coordination des politiques économiques au cours de la première étape de l'Union économique et monétaire.

Source: Archives familiales Pierre Werner, Luxembourg.

Note sur le renforcement de la coordination des politiques économiques au cours de la première étape, OR II/62/1/70-F.
Bruxelles: Secrétariat du Groupe "Plan par étapes", 13.07.1970. 6 p.

Copyright: (c) Secrétariat du Groupe "Plan par étapes"

URL:

http://www.cvce.eu/obj/note_du_secretariat_du_comite_werner_sur_le_renforcement_de_la_coordination_des_politiques_economiques_bruelles_13_juillet_1970-fr-53857fa3-dad8-4279-a213-9c28e6f81ba3.html

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

Date de dernière mise à jour: 05/11/2012

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Secrétariat du Groupe
"Plan par étapes"Bruxelles, le 13 juillet 1970
OR II/62/1/70 - FN O T E

Objet : Le renforcement de la coordination des politiques économiques au cours de la première étape

1. Le renforcement de la coordination des politiques économiques au cours de la première étape est apparu comme l'une des actions essentielles à entreprendre.

L'objectif à atteindre devrait être de développer une information réciproque rapide et de permettre de définir en commun des orientations sur les points essentiels de la politique économique et monétaire. Pour progresser, il faut définir le champ d'application de la coordination et les méthodes qui permettent de la rendre efficace. Dans les deux cas, il est apparu nécessaire d'être suffisamment précis pour permettre une prise de position consciente et une mise en oeuvre rapide.

2. Un certain nombre d'exigences et de limites doivent dès l'abord être signalées. La coordination des politiques économiques signifie nécessairement une contrainte, mais dans un premier stade, cette dernière ne peut être développée que progressivement. Les dispositifs à mettre en place et les actions à entreprendre devront viser à l'efficacité et tenir compte de la vision finale de l'Union économique et monétaire. Il y a donc intérêt à ce que, dès la première étape, les décisions prises s'inscrivent dans le processus d'évolution qui doit déboucher sur la structure prévue pour la fin du plan par étapes; ceci ne signifie pas nécessairement une préfiguration complète mais une souplesse suffisante pour permettre des adaptations ultérieures. Enfin les mécanismes et institutions nécessaires devraient pouvoir être instaurés et fonctionner sur la base des dispositions actuelles du Traité; les modifications à apporter à ce dernier pourraient être préparées au cours de la première étape à la lumière de l'expérience acquise.

*peut-on
immédiate
le mettre
applicables?*

./.

3. La coordination des politiques économiques au cours de la première étape doit reposer sur une activité accrue des organes communautaires et notamment du "Conseil des Ministres des Affaires économiques et financières" de la Commission et du "Comité des Gouverneurs des Banques centrales".

4. Le Conseil serait l'organe central de décision pour la politique économique générale. Il devrait permettre de fixer les objectifs à moyen terme et, dans ce cadre, de déterminer des programmes d'actions annuels et plus généralement de suivre et d'orienter la politique économique tout au long de l'année. En particulier, le Conseil devrait traduire les intentions de la politique générale en fixant des normes pour la politique budgétaire.

En pratique, trois réunions devraient intervenir à date fixe.

5. Une réunion se tiendrait vers la fin du mois de juin. Elle serait consacrée à la détermination des grandes lignes de la politique à suivre pour l'année en cours et aux premières orientations à dégager pour l'année suivante. *et l'établissement du budget de l'année cette même année* Cette analyse s'effectuerait dans le cadre des comptes économiques et permettrait d'établir des budgets économiques préliminaires qui contiendraient notamment des orientations quantitatives pour les budgets publics en ce qui concerne les dépenses courantes et en capital, les impôts directs et indirects, le solde budgétaire et enfin la méthode de financement du déficit ou d'utilisation de l'excédent. Certaines indications générales devraient également être données au niveau de la politique monétaire.

*x
humain
fiscale*

6. Une réunion au milieu du mois d'octobre permettrait de fixer définitivement plus en détail les orientations dégagées en juin. Des budgets économiques, compatibles entre eux, seraient alors établis. Ils contiendraient les mêmes détails qu'au mois de juin pour la politique budgétaire, complétés par des données additionnelles, notamment en ce qui concerne les pouvoirs subordonnés. Ils fixeraient, en outre, des éléments pouvant servir de guide aux autorités monétaires pour la détermination de la politique monétaire et du crédit. Ainsi serait élaboré un programme d'action pour la Communauté indiquant les orientations de politique économique à court terme pour l'année suivante.

et confrontés

7. Une réunion située au milieu du mois de mars serait destinée à faire le point de la situation quant à l'exécution du programme de l'année écoulée et à apporter au programme pour l'année en cours les modifications éventuellement imposées par l'évolution économique. A cette occasion, un premier échange de vue pourrait avoir lieu afin de préparer la réunion de juin. En outre, le Conseil devrait, sur proposition de la Commission, réviser les objectifs quantitatifs à moyen terme qui seront remis à jour périodiquement selon la procédure prévue pour l'établissement des programmes de politique économique à moyen terme.

Si le calendrier indiqué est adopté, il importe que soit entreprise rapidement une synchronisation des procédures budgétaires des différents pays membres.

8. Ces réunions du Conseil devraient permettre de procéder à une surveillance permanente de la situation; cependant, des réunions ad hoc pourraient se révéler nécessaires pour recommander ou décider des actions spécifiques. Afin de faciliter la détection de situations dangereuses, un système d'indicateurs communautaires devrait être définitivement mis au point, dont les seuils de déclenchement pourraient être fixés à partir des normes déterminées dans les programmes d'action communautaires. Dans cet esprit pour assurer le respect des normes de politiques budgétaires définies en commun, une procédure spéciale devrait être envisagée qui consisterait à prévoir une consultation obligatoire dès que le volume du budget ou le solde budgétaire s'éloignerait trop de ce qui a été prévu.

9. La coordination dans le domaine budgétaire devrait concerner, en tout état de cause, les budgets des pouvoirs centraux qui, par le jeu des transferts, reflètent en partie les budgets des pouvoirs subordonnés. Elle pourrait être progressivement généralisée à l'ensemble des budgets publics.

10. Si le champ d'action de la concertation peut être ainsi défini, pour assurer l'efficacité, la rapidité et la discrétion indispensables il convient d'envisager des procédures spéciales pour la préparation des travaux, le déroulement des réunions et leurs conclusions. Les procédures normales actuellement en vigueur ne paraissent pas adaptées aux nécessités et des améliorations sont nécessaires. Elles pourraient s'inspirer des principes qui sont énoncés ci-après.

non Communiqué

11. Le Conseil serait composé des ministres responsables dans chaque Etat membre pour les domaines économiques et financiers avec la participation des membres compétents de la Commission; les gouverneurs des banques centrales devraient assister aux réunions. Ces dernières devraient cependant être restreintes; dans la mesure où un "numerus clausus" ne paraîtrait pas opportun, la limitation des participants devrait découler des techniques d'organisation et de l'autodiscipline des délégations.

*politique de l'argent
et limites
Comité économique
et social ?*

12. Pour assurer la rapidité et l'efficacité nécessaires dans la préparation des travaux, un calendrier très précis devrait être fixé et une responsabilité plus importante devrait être assumée par la Commission qui devrait être à l'origine des diverses propositions. Pour ce faire, la Commission prendrait tous les contacts nécessaires avec les administrations nationales compétentes, soit directement, soit à travers les Comités ou groupes d'experts; elle pourrait également, suivant les procédures qu'elle jugerait le plus utile, consulter au préalable les partenaires sociaux.

13. Dans le même but de préparer rapidement les travaux du Conseil sur la base d'informations aussi récentes que possible, il serait utile que puissent être réunis rapidement des experts de haut niveau dont les compétences devraient couvrir l'ensemble de la politique économique générale et les responsabilités être suffisantes pour faciliter la prise de décisions. En outre, ces experts devraient pouvoir, dans certains cas, assurer les consultations rendues obligatoires par la décision du Conseil du 17 juillet 1969.

*non
Kato*

Dans les deux cas, une solution pourrait être trouvée sur la base des dispositions prévues à l'article 2 de la décision du Conseil du 16 février 1970.

14. Pour apporter une aide technique et ainsi obtenir un approfondissement de la connaissance de la situation économique dans les pays de la Communauté, il serait opportun que soit instauré auprès de la Commission un institut de recherches d'un genre analogue au Bureau central du Plan. Dans le même sens, il serait souhaitable que les ministères économiques de chaque pays membre disposent d'un service chargé de suivre l'évolution économique des pays partenaires. L'appareil statistique des Etats membres est encore loin d'être

satisfaisant et présente des lacunes. Pour faciliter la coordination des politiques économiques, il importe que les efforts déjà entrepris dans ce domaine soient renforcés.

15. Au cours de la première étape, il importerait d'utiliser efficacement les instruments communautaires déjà existants, comme par exemple le tarif extérieur commun (art. 28), le FEOGA, etc. et de développer de nouveaux instruments susceptibles d'aider à la régulation conjoncturelle dans l'ensemble de la Communauté. Il pourrait s'agir, par exemple, d'un "régulateur fiscal" permettant, par délégation de pouvoir des Parlements, ^{aux gouvernements nationaux} des modifications rapides des taux d'impositions pour un montant et une période limités ou de "budgets éventuels" impliquant qu'un certain pourcentage des dépenses puisse être ajouté ou retranché au budget définitif. On pourrait également envisager une procédure par laquelle un pays membre pourrait être autorisé à émettre des emprunts sur le marché des capitaux des pays partenaires pour des montants déterminés.

16. Les positions adoptées par le Conseil seraient fondées sur des propositions de la Commission. Pendant la première étape et s'agissant de décisions de portée générale, un vote unanime s'imposerait aux termes de l'art. 103, tandis que les modalités d'application des mesures qui concerneraient en particulier l'utilisation des instruments communautaires seraient approuvées à la majorité qualifiée. Conformément à l'art. 149, les propositions de la Commission ne pourraient être modifiées qu'à l'unanimité. Les propositions de la Commission devraient s'adresser de manière spécifique et détaillée à chaque pays membre. (Aussi, pourrait-on envisager un arrangement de portée générale prévoyant que le pays membre concerné s'abstienne, selon le cas, de voter).

17. Les résultats des réunions seraient essentiellement destinés aux gouvernements; il paraît toutefois nécessaire également d'obtenir une participation plus large de l'opinion publique aux problèmes européens. En tout état de cause, il serait souhaitable que le programme d'action économique, une fois adopté à la session d'octobre, soit transmis au Parlement européen et au Comité économique et social et que les gouvernements nationaux le portent à la connaissance de leur Parlement; une procédure analogue devrait être suivie pour les objectifs quantitatifs à moyen terme.

- 6 -

OR II/62/1/70 - F

18. Les points suivants restent encore à discuter par le Groupe en dehors des aspects de politique monétaire internationale actuellement à l'étude auprès du Comité des gouverneurs des banques centrales :

- 1) Questions budgétaires et en particulier harmonisation fiscale (Notes de M. Stamatii)
 - 2) Problèmes institutionnels au stade final de l'Union économique et monétaire (Note de M. Brouwers)
 - 3) Coordination dans le domaine de la politique monétaire et du crédit (Note conjointe du Baron Ansiaux et de M. Clappier)
 - 4) Profil des étapes intermédiaires
 - 5) Problèmes relatifs à l'ouverture de marchés de capitaux.
-